

# CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

FÉDÉRATION COMMUNICATION-CULTURE-SPECTACLE  
SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS

Contacts : [www.cnt-f.org/sipm](http://www.cnt-f.org/sipm) - [presse.rp@cnt-f.org](mailto:presse.rp@cnt-f.org) - 0143 72 09 54



## SALARIÉS DE LA PRESSE ET DES MÉDIAS : UNIS CONTRE LA CASSE SOCIALE !

*Les salariés de la presse et des médias sont depuis quelque temps dans le colimateur... Quasiment aucun groupe, aucun titre, aucune rédaction, aucun métier n'y échappe.*

*Entre les plans sociaux massifs, les départs soi-disant volontaires ou à la retraite non remplacés, ceux qui restent croulent sous la charge de travail, mettant en péril la qualité de l'information délivrée.*

La crise économique est aujourd'hui le prétexte idéal des patrons pour accentuer cette destruction des entreprises de presse et médias ainsi que pour refuser toute forme d'augmentation de salaire. Avec derrière l'appétit sans cesse croissant des actionnaires, qui ne pensent qu'à augmenter leurs dividendes à court terme.

Et quand ce n'est pas la crise économique, c'est au nom du progrès et de la rentabilité que le patronat impose de nouveaux logiciels d'automatisation des tâches, la mutualisation des équipes (donc la réduction des effectifs mais aussi la destruction des équipes rédactionnelles et du principe d'attachement à un ouvrage ou un titre). Sans oublier la course au numérique, dont l'objectif annoncé est la recherche de publicité (c'est encore à prouver), l'économie de moyens (ça, c'est sûr...). Mais la conséquence encore une fois est la destruction des acquis sociaux (aucune classification claire pour les salariés de la presse Web, salaires au rabais, suppression des correcteurs, maquettistes, ou photographes, etc.) et l'uniformisation de l'information. Tant sur le fond, car le format Internet

n'a rien à voir avec le format papier, notamment en terme d'enquête et de recherche d'information poussée, qu'en terme de mise en page, d'illustration... bref de qualité et de clarté de l'information donnée.

qui met sur le carreau des pigistes, souvent sous le seuil de pauvreté. Certaines rédactions diminuent autoritairement les tarifs pratiqués, divisés par deux dans certains cas. À prendre ou à laisser.

**PRESSE**  
UN PRÉCAIRE SUR TROIS  
EST EN SITUATION PRÉCAIRE



Ces stratégies patronales de course aux profits contre les droits sociaux et la qualité de l'information s'accompagnent d'un développement sans limite de la précarité : piges, intérim, CDD, voire utilisation abusive du droit d'auteur ou des honoraires, tout est bon pour « flexibiliser » et remettre en cause la stabilité de l'emploi, les conditions de travail... et par conséquent les possibilités de mobilisation collective.

Concrètement, ces précaires offrent bien des avantages aux patrons de presse. Les directions des médias s'en servent joyeusement en ce moment : ces salariés au rabais sont d'abord des variables d'ajustement. Il suffit de fermer les robinets des commandes, ce

Un processus qui touche certes le secteur privé, mais également les médias de service public. Depuis l'audiovisuel public jusqu'à l'AFP en passant par la presse territoriale (journaux municipaux par exemple). Entre réduction des budgets, casse des statuts, non-remplacement des départs en retraite, développement de la précarité et mise sous tutelle du pouvoir politique, l'information de service public est largement mise à mal.

Les conséquences directes de toutes ces attaques du patronat sont les plans sociaux à répétition et autres attaques des accords d'entreprise existants. Ainsi de beaucoup d'entreprises :

- **RFI** avec un plan social de 206 suppressions de postes;
- **Wolters Kluwer France** (Liaisons sociales, Lamy, etc.) avec quelque 240 postes détruits;
- **Impact médecine** qui, de LBO en LBO, annonce encore 7 à 8 licenciements;
- l'ex-groupe **Tests** (aujourd'hui sous la coupe de **Next Radio**) avec plus de 30 postes en moins, deux ans à peine après un rachat et un PSE avec plus de 100 licenciements;
- **France Télévision** avec 900 départs à la retraite non remplacés;
- **20 minutes**, où un plan prévoit le non-renouvellement de tous les contrats à durée déterminée (CDD)

des deux rédactions – du Web et du papier –, soit 18 postes;

- **Métro**, avec une dizaine de licenciements en décembre 2008;
- **Motor Presse** (*Moto journal, Golf magazine, L'Automobile magazine*, etc.), qui projette de mettre en place un plan de restructuration et d'économies qui va passer par l'arrêt, le repositionnement ou la vente de cinq de ses titres, entraînant la suppression de 34 postes (sur un effectif de 240 personnes environ) et la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi;
- **Lagardère Active**, qui après 190 suppressions en 2008 et le gel des salaires et des embauches en 2009, voudrait remettre en cause les 35 heures et les congés payés, afin entre autres d'éliminer un maximum de précaires;

- **Milan Presse** (Bayard), avec plus de 40 départs et la fermeture de plusieurs titres dont *Les clés de l'actualité* et *Les clés de l'actualité junior*;
- sans compter les plans d'économies en cours ou passés ou prévus chez **L'Express-Roularta, Mondadori** (ex-Emap), **Prisma Presse**, etc.
- et **dans la presse quotidienne régionale** : **EBRA** – Est-Bourgogne-Rhône-Alpes –, premier groupe de presse quotidienne régionale en France (*Est républicain, DNA*, etc.) est détenu par la banque Crédit mutuel...; le numéro deux du groupe **Sipa** (*Le Courrier de l'Ouest, Le Maine Libre, Publihebdo, Ouest France, La Presse de la Manche, Le Marin*) a évoqué en comité de groupe du 24 avril 2009 une « adaptation des dépenses au niveau des recettes d'aujourd'hui »...

Face à cette situation, nombreux sont les débrayages, les grèves d'un jour, de plusieurs jours, voire de plusieurs semaines comme à RFI. Nombreuses sont les mobilisations ponctuelles, groupe par groupe, titre par titre.

**N'est-il pas temps enfin que tous les travailleurs de la presse et des médias s'unissent pour s'affronter ensemble aux patrons et actionnaires qui suivent tous la même logique? Le SIPM-CNT appelle l'ensemble des sections syndicales, syndicats, fédérations et salariés non syndiqués de la presse et des médias, en dehors de tout corporatisme et tout sectarisme, à défendre de manière unitaire et déterminée nos emplois, nos conditions de travail, nos métiers et ainsi la qualité de l'information et sa diversité!**

## VERS UN BOOMERANG REVENDICATIF !

- La reconnaissance claire par le patronat que la qualité de notre travail, et donc les conditions et moyens dans lesquels nous l'exerçons avec les investissements nécessaires, doit être la priorité de toute stratégie, avant les enjeux strictement financiers de rentabilité à court terme.
- Le retrait de tout projet de licenciement, via un PSE ou une fausse GPEC. S'il y a des économies à faire, elles doivent concerner les responsables réels des problèmes de l'entreprise et leurs privilèges comme les voitures de fonctions, les compléments de salaires, etc.
- La redistribution des richesses en luttant contre les inégalités de revenus : suppressions des primes au résultat, stock-options et retraites chapeau des cadres dirigeants; priorité aux augmentations collectives, avec le blocage de tous les salaires

supérieurs à 3500 euros net et l'établissement immédiat d'un salaire minimum à 1700 euros net.

- La réduction du temps de travail sans réduire le salaire (aller vers les 32 heures sur 4 jours); pour garder une charge de travail identique, embauche en CDI du nombre de personnes nécessaire, notamment des CDD, intérimaires, pigistes et autres salariés précaires qui le souhaitent.
- L'annulation de l'« accord » général « pigiste » presse écrite du 7 novembre 2008, et l'application stricte de la loi Cressard de 1974.
- L'abrogation de la loi Hadopi et notamment de l'amendement Kert (député UMP des Bouches-du-Rhône) qui modifie le Code du travail et peut autoriser les patrons de presse à demander aux journalistes de travailler pour l'ensemble des supports de leur titre (papier, télévision, site Internet, radio, etc.).

## CELUI QUI LUTTE PEUT PERDRE, CELUI QUI NE LUTTE PAS A DÉJÀ PERDU !

### ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE, MENSUEL DES SYNDICATS CNT

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 euros (soutien), 22 euros (standard), à partir du numéro :..... (Si réabonnement merci l'indiquer)

NOM..... PRÉNOM..... ADRESSE.....

..... C.P..... VILLE.....

SECTEUR D'ACTIVITÉ..... PROFESSION..... MAIL.....

JE SOUHAITE ME SYNDIQUER..... JE SOUHAITE ÊTRE INFORMÉ.....

Chèque à l'ordre du Combat syndicaliste, à renvoyer à Combat syndicaliste c/o CNT 31, 18 avenue de la Gloire, 31500 Toulouse.

## ON A TOUJOURS RAISON DE SE SYNDIQUER !

Le Syndicat interprofessionnel de la presse et des médias de la CNT se réclame de l'intercorporatisme, car la division ne peut que servir les intérêts du patronat. Nous nous définissons des axes de lutte sortant de la seule défense d'intérêts catégoriels, car nous estimons, en tant que travailleurs de la presse, avoir un devoir d'information et de formation face à la toute-puissance de la désinformation. Nous nous élevons particulièrement contre le corporatisme qui touche nos industries. Entre ouvriers, différentes catégories d'ouvriers (correcteurs, typographes, etc.), entre journalistes (rédacteurs, secrétaires de rédaction, maquetistes), entre ceux-là et les employés... Chacun pour soi, l'exploitation pour tous, et les profits seront bien gardés...

- Parce que nous refusons d'être des pions au service des multinationales de la presse;
- Parce que nous sommes fiers de nos métiers et que nous voulons les faire bien;
- Parce que nous ne considérons pas l'information comme une marchandise;
- Parce que nous tous qui travaillons dans la presse, papier et Internet, audiovisuelle et radiophonique, avons des intérêts communs à défendre;
- Parce que se battre pour de meilleures conditions de travail c'est aussi se battre pour des médias libres;
- Parce que nous voulons prendre nous-même nos affaires directement en main...

**NE TE RÉSIGNE PAS, SYNDIQUE-TOI !**